Fondation Jean Jaurès

Démocratie

LA PRÉSIDENTIELLE, COMME UN JEU VIDÉO

Olivier Rouquan

25/11/2026

La précampagne présidentielle voit augmenter sans cesse le nombre de candidats potentiels, au seul motif de leur notoriété médiatique, dans un spectacle politique saturé de clashs et de sondages. Comment en est-on arrivé là ? Selon Olivier Rouquan, politiste et chercheur associé au CERSA, cela est possible à cause de l'effondrement des partis traditionnels, désormais incapables de sélectionner et de hiérarchiser les idées comme les candidats, et par des stratégies de triangulation qui morcellent l'offre politique.

Voici donc advenu le temps de la précampagne qui, comme un jeu hebdomadaire, enregistre des candidats potentiels, simplement parce qu'ils ont ou espèrent avoir un profil médiatique, construit comme chroniqueur TV ou sportif de premier plan, certes, mais aussi comme ancien ministre, ou élu local « beau gosse », ou encore comme acteur associatif *lambda*, disposant de plus ou moins de renom[1]. La campagne fera le reste… De quoi ce marketing politicien de la fragmentation est-il le nom ?

D'abord, il est possible parce que les partis se sont effondrés[2]. Devenus mouvements, déjà plus liquides dès 2017, ils ont renoncé à structurer le jeu, c'est-à-dire les idées et les dirigeants. Les dernières présidentielles ont déjà été en partie financées par des micro-partis – soit des organisations fondées pour aider une candidature nominative plus que collective. Une sorte de jungle symbolique est ainsi rendue possible, parce que la fonction partisane de sélection et de hiérarchisation des idées et des hommes et femmes atteint une efficacité désormais proche de zéro, au bénéfice d'une organisation plus instantanée et réticulaire.

Des stratégies de morcellement à la fois égotiques et

économiques

Par ailleurs, la fragmentation est la résultante des stratégies dites de triangulation qui font que, dès qu'un espace s'ouvre pour un acteur, un rival a intérêt à venir mordre son champ idéel afin de l'affaiblir ; il joue parfois tacitement ce jeu pour le compte d'un adversaire plus important du premier… Il s'agit du fameux billard à trois bandes. Auparavant, ces stratégies se confrontaient à l'intérieur des partis, concernant alors la seule fraction la plus politisée de l'opinion. L'élection de 2002 indique déjà l'effet pervers corrosif de la triangulation abusive : il y avait eu un nombre record de candidats effectifs à une présidentielle (seize), avec l'effet que l'on sait.

Puis vint l'idée des primaires pour démocratiser la sélection. Mises alors en scène par Arnaud Montebourg et Olivier Ferrand au sein du Parti socialiste[3], elles ont séduit, permettant à des sympathisants d'arbitrer les différends d'un camp encore un peu structuré pour 2012. Il s'agissait donc d'ouvrir et de rendre plus transparent le choix des dirigeants aptes à devenir présidentiables, la plupart issus d'un parti de gouvernement. La droite s'en est inspirée en 2017. Pourquoi pas. Mais déjà, les votants tranchaient entre nuances de rose ou de bleu, pas entre projets significativement distincts. Faut-il déplacer le sympathisant pour cela, sans risque d'user le dispositif ? Depuis ces précédents, sur le moment attractifs parce que neufs, la participation aux primaires décline sévèrement.

Le combat d'idées entre candidats y est en effet faible, par définition, puisqu'une primaire départage des rivaux agissant dans un espace idéel proche. Par exemple, il ne s'agissait pas d'opposer la rupture avec le capitalisme à une économie sociale de marché, d'un côté, ou d'opposer une droite sociale à une droite libertarienne, de l'autre. Du fait de la triangulation incessante, la maximisation des différences se fait sur le charisme et l'aptitude fort classique à maîtriser les clientèles partisanes. Et dès lors que ces dernières se font rares, ce qui est le cas au Parti socialiste (PS) comme chez Les Républicains (LR), il ne reste que le concours de figuration. Nous en sommes là.

La logique communicante de confrontations marginalistes d'opinions instantanées, forgées à coups de clashs, prévaut donc dans le spectacle « politique » qui nous est offert dans l'attente du premier tour de 2027. Aujourd'hui, si primaire il y a, elle survient au milieu d'une offre d'abord désorganisée par la logique consumériste de de la « popol ». Si bien qu'instaurer une primaire devient en soi l'objet de débats et de conflits, donc d'un marketing de la distinction jusqu'au dernier moment[4]…

Dans tous les cas, l'offre politique n'a jamais mieux porté son nom au sens du libéralisme

économique : essayer d'additionner sur un mode marginaliste des électeurs conquis, cohorte après cohorte. Ainsi, à l'exception de deux candidats cette fois-ci, les autres se disputent des enquêtés jour après jour, à coup de *rolling* – instruments de suivi quotidien des intentions de vote publiés sur le net[5]. Entre 4 et 10 ou 12%, à quelques coups de campagne près, qui sait où cela peut finir ?

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Une déstabilisation de proche en proche du sens présidentiel

Cette dynamique ne contribue pas à mettre en ordre durable les projets et les candidats crédibles ; l'offre se disperse, renforçant souvent de façon artificielle les lignes de front politiques, qui sont ensuite d'autant plus difficiles à accorder. Encore une fois, qu'y avait-il de fondamentalement perceptible comme différences entre les candidats à la primaire PS-Place publique ? Si bien que l'on en vient à quelques attaques personnelles. Et que sépare idéologiquement aujourd'hui un Bruno Retailleau d'un David Lisnard, voire d'un Éric Zemmour ? Tous sont libéraux économiquement et veulent tailler des croupières à l'État ; tous sont en apparence vent debout contre l'immigration ; tous privilégieront la sécurité à certaines libertés civiques, et l'ordre établi à la progression des droits sociaux écologiques et culturels… Seul Gabriel Attal peut-il faire entendre une différence ? Or, trop accentuer les distinctions et les organiser artificiellement en divergences brutales ne contribue pas à simplifier l'ordre électoral.

Dans tous les cas, trois tours caractérisent désormais la présidentielle, dont le premier est saturé de symbolique du temps court : clashs, figurations, réseaux sociaux, puis sondages et médias se heurtent dans des boucles rétroactives quotidiennes. Ce spectacle presque ludique (au sens de la lutte, du théâtre, mais aussi du vertige[6]) a donc remplacé les partis dans une forme de présélection des candidats, qui pourront ensuite obtenir les 500 signatures et animer le premier tour. La part de hasard augmente d'autant et dans l'économie du *show*, cela est censé maintenir l'attention.

Les principales cartes du premier tour officiel sont, ce faisant, dévoilées tôt, dans un espace de débat mi-privé mi-public[7]. Cependant, alors que la concurrence est vive, et la temporalité de la précampagne longue, l'imagination idéelle n'est guère au pouvoir. Le sérieux des propositions tend

à désirer. Des erreurs de chiffres sont vite identifiées par les experts, alors que la rigueur terminologique des programmes laisse à désirer. La campagne sera d'autant plus longue que le front des projets audacieux semble peu garni. L'intérêt du premier tour est déjà mangé par ce bruit constant de précampagne. Arriver au second en surprenant par les idées constitue plus qu'une gageure.

Si, des 38 candidats potentiels, la moitié parvient à réunir les 500 signatures, le premier tour lui-même ne pourra pas jouer son rôle de canalisation vers un second sans générer nombre de frustrations. Voter utile au second suppose d'avoir une offre préférentielle raisonnable au premier : rappelons-nous la leçon de 2002. Dans la même logique, voter utile au premier suppose de ne pas avoir une offre symbolique plus que pléthorique pendant la précampagne. Et à force de voter utile de façon inutile, on se lasse. La politique mangée par le marché du visible suscite de la défiance.

La présidentielle est en crise, en partie parce que l'agrégation du champ politique est devenue impossible, tant il est rongé par des logiques à la fois narcissiques et dues à ce marketing de l'instant[8]. Car, après tout, pourquoi tant de prétendants ? Tous savent ne pas pouvoir devenir présidents ou, surtout, ne pas représenter un courant d'idées structuré. Mais certains veulent compter pour la suite, car *the show must go on* : devenir ministre ou député ? Occuper le terrain, quel qu'il soit. Les citoyens *lambda* qui veulent faire parler d'eux profitent de la brèche ouverte par Emmanuel Macron, élu sans parti solide et quasi inconnu quelques années plus tôt. S'agit-il de démocratisation ou de tromperie ?

L'hypothèse est que la crise de cette élection, dont le tremblement de terre remonte à 2002 mais les répliques se reproduisent depuis 2017, alimente la crise des institutions. La présidentielle n'arrive plus au bout d'un parcours politique long et difficile, comme point d'orgue d'une expérience mêlant incarnation et représentation, ancrant dans l'histoire de la Nation. Elle offre plus de chances à certains joueurs faisant un tour de piste pour exister par la suite ; de couronnement, l'élection est devenue à certains égards une éventuelle rampe de lancement.

Ainsi, les stratégies des acteurs plus ou moins politiques du jeu vidéo en cours de développement ont une responsabilité éminente dans la propagation d'un certain désordre institutionnel. Car, après, il faut gouverner de façon aguerrie au vu de la situation ! Nous verrons si une majorité à d'éventuelles législatives existe en 2027. Si c'est le cas, c'est bien un tel scrutin qui mettra un peu de sens gouvernemental, certainement pas la présidentielle. Après les dix ans écoulés, ne soyons pas dupes du trompe-l'œil qui pourrait alors se produire. Car pour l'heure, le théâtre présidentiel rappelle le livre prémonitoire de Neil Postman préfacé par Michel Rocard : *Se distraire à en mourir*[9].

1. Margaux Duguet, Laure Cometti et Thibaud Le Meneec, « Qui sont les candidats déclarés à l'élection présidentielle de 2027 ? Découvrez la liste actualisée », France Info.
2. Olivier Rouquan, « Partis et syndicats à l'ère liquide », *Revue politique et parlementaire*, juin 2021.
3. Olivier Ferrand et Arnaud Montebourg, *Comment sauver la gauche*, Paris, Seuil, 2009. Voir aussi Paul Alliès, « Les primaires et leurs contestations internes », *Revue de droit public*, n°3, 2017.
4. *A priori*, Édouard Philippe reste opposé à la participation à une éventuelle primaire souhaitée par d'autres candidats de droite. Paul Barcelonne, « Refus d' »alliance avec les extrêmes », participation à deux euros… les premières modalités de la primaire de la droite et du centre dévoilées », France Info, 17 novembre 2026.
5. Manon Romain, « Présidentielle 2027 : découvrez les grandes tendances des sondages avec notre agrégateur », *Le Monde*, 22 novembre 2026.
6. Roger Caillois, *Du jeu et des hommes*, Paris, Gallimard, 1992 (réédition).
7. Thomas Frinault, Pierre Karila-Cohen et Érik Neveu, *Qu'est-ce que l'opinion publique ?*, Paris, Gallimard, Folio, 2023.
8. Déjà bien mis en évidence dans Michel Bongrand, *Le marketing politicien*, Paris, Éditions François Bourin, 2006.
9. Neil Postman, *Se distraire à en mourir*, Paris, Fayard, Pluriel, 2011 ; Michel Rocard et Olivier Rouquan, « Michel Rocard : « la précampagne médiatique est une forfaiture » », *Sens public*, 6 novembre 2006.